



Bretagne rurale et urbaine
pour un développement
durable

Breizh ar maezloù ha maezkérel
evit an diorren padus



► Cycle régional de visites 2019

Dynamisme des centres-bourgs, les collectivités en action : 11 retours d'expériences



► **Un réseau d'expériences innovantes**
pour répondre aux enjeux d'aujourd'hui et de demain

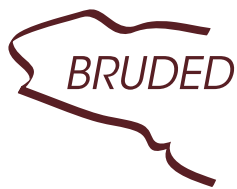
► 12 juin au 10 juillet 2019

Les collectivités engagées dans le développement durable de leurs territoires ont beaucoup travaillé, durant le mandat électoral qui s'achève, sur la revitalisation des centres-bourgs, parfois encouragés par de nombreuses politiques nationales et régionales. Certaines n'ont cependant pas attendu les appels à projets pour engager des réflexions et mettre en œuvre des actions très concrètes qui visent l'amélioration du bien-être dans les bourgs, l'intégration de la biodiversité, des solutions pour la mobilité, l'accueil de commerce et de lieux de rencontre, la création ou rénovation du logement... Ce sont ces actions que BRUDED a choisi de montrer à travers son 9^e cycle régionale de visites en 2019.

1	Une revitalisation du centre-bourg avec et pour les habitants	Laurenan (22)
2	Des réalisations pour redynamiser le bourg et les liens sociaux dans une démarche partagée	Gourlizon (29)
3	Le bourg redynamisé en s'appuyant sur les compétences et les énergies locales	Languédias (22)
4	Une redynamisation qui a germé dans le jardin intergénérationnel	Languédias (22)
5	La médiathèque tiers-lieu, cœur de la redynamisation du bourg	Guiscriff (56)
6	La démarche « Territoire zéro chômeur de longue durée » dynamise les bourgs	Pipriac (35)
7	La transformation d'une friche commerciale comme atout pour le centre-bourg	Allaire (56)
8	La création de commerces et la biodiversité pour redonner vie au cœur de bourg	Saint-Jean-du-Doigt (29)
9	La culture au cœur de la démarche de revitalisation	Louvigné-du-Désert (35)
10	La Maison commune : accueillir des jeunes pour des besoins de location de courte durée	Louvigné-du-Désert (35)
11	Un tiers-lieu adossé à la bibliothèque co-construit avec les habitants et associations	Bouvron (44)

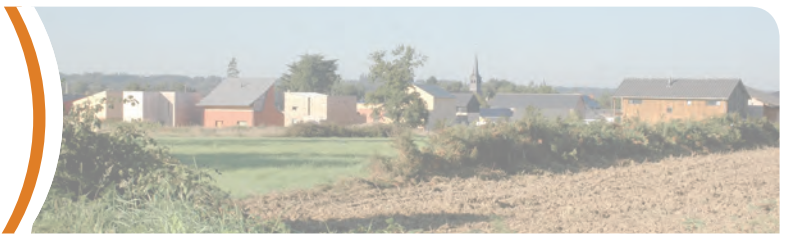
Le compte-rendu de l'ensemble des visites est disponible sur le site internet :

https://www.bruded.fr/cycle_regional_2019-compte-rendu/



Bretagne rurale et urbaine
pour un développement
durable

Breizh ar maezloù ha maezkêrel
evit an diorren padus



► Laurenan (22)

Les habitants au cœur des projets de revitalisation du centre bourg

Depuis 2017, élus et habitants s'investissent dans une démarche participative initiée par la municipalité pour redynamiser le centre de ce bourg rural. Une dynamique qui porte déjà des fruits inattendus comme l'ouverture d'un café-épicerie associatif animé par une trentaine de bénévoles.

Laurenan est une commune rurale de 730 habitants, située en Centre Bretagne dans le Pays du Mené. L'agriculture et l'agro-alimentaire sont les moteurs de l'économie du territoire. Elle est connue pour sa culture du « faire-ensemble » impulsée par la vie associative. Depuis 20 ans, l'association culturelle Laur'art organise 5 à 10 soirées discussions par an qui drainent un public régional. La médiathèque compte 300 abonnés. La municipalité soutient cette dynamique et s'appuie sur elle pour mener une démarche de revitalisation du centre bourg après l'avoir déjà fait pour élaborer le PLU.



Inauguration du café-épicerie associatif

↗ Gouvernance partagée et claire ...

La commune a été lauréate en 2017 de l'appel à projet régional dédié à la « Dynamisation des bourgs ruraux ». Les axes stratégiques de revitalisation et d'attractivité du centre-bourg avaient été définis dans le cadre d'une étude à laquelle les habitants ont été étroitement associés.

Elle va ainsi bénéficier d'une enveloppe de 424 000 € pour mener 6 projets dont la rénovation avec isolation paille par l'extérieur de la salle des fêtes, la transformation de l'ancienne poste en logement social, la transformation d'un ancien café en café-épicerie associatif et l'aménagement citoyen de la place haute. Chacun d'eux fera à nouveau l'objet d'une co-construction

avec les habitants animée par Sylvain Cocquerel de Territoires en mouvement.

Quels objectifs ? Quelle méthode ? Quelles échéances ? Qui pilote ? Qui décide et quand ? Qui coordonne ? ... Tous ces éléments ont été interrogés et les choix validés collectivement par tous les acteurs de la démarche. La maire, Valérie Poilâne-Tabart, estime qu'il ne peut y avoir de flou et que « tout doit être posé et validé de manière transparente. Le cap fixé pour les objectifs de développement durable doit être tenu ».

Les élus ont eu le souhait de ne pas épuiser les habitants dans une concertation où tout serait à définir car selon la maire : « Il est préférable de solliciter leur capacité d'invention dans le comment faire plutôt que de partir d'une feuille blanche ».

Des élus animateurs

Valérie Poilâne-Tabart tire déjà des enseignements de cette démarche participative : « Cela implique un changement de posture des élus. Il faut savoir endosser un rôle d'animation et de communication, s'investir dans la gestion des relations humaines qui ne sont pas toujours simples avec autant de monde et d'avis différents autour de la table. D'où l'importance d'une méthode définie, qui concilie rigueur et souplesse, à savoir une capacité à remettre en cause et à réajuster le processus car on est en train d'inventer les chemins de la participation. L'accompagnement d'une personne extérieure rompue dans l'exercice d'une animation à la fois cadrée et joyeuse est essentiel » ■

7 Animation et participation transversale

Elle associe citoyens, élus, agents municipaux et expertises externes : Urbaniste-paysagiste, CAUE, Tiez Breiz, DDTM, BRUDED, notaires ...). Des ateliers ont été organisés selon la chronologie des opérations :

- 2017: conception et futurs usages de la salle des fêtes et de son jardin
- 2018 : habitat et résorption de la vacance / l'Ecoquartier au coeur de bourg / l'aménagement paysager
- 2018 : Nouveau commerce et lieu de rencontre
- 2019 : aménagement de la place haute / l'aménagement des clôtures et des haies nourricières

Chaque projet est mené par un groupe de travail habitants/élus avec pour cadre les engagements pris dans le dossier de l'AAP régional. Ils fonctionnent comme des commissions extra-communales. Le comité de pilotage, mixte aussi, est chargé du suivi de la démarche globale, de la préparation des ateliers participatifs, de l'organisation de chantiers participatifs et des moments festifs autour du vivre et faire ensemble. Le conseil municipal valide ce qui nécessite des délibérations

Un autre objectif important pour les élus est que : « la démarche assure une montée en compétences collective de tous les participants par

“ Mettre en mouvement les habitants pour consolider la communauté locale est essentiel si l'on veut porter des projets de développement durable innovants et assurer la transition écologique. ”



Valérie Poilâne-Tabart, maire

de la formation décroissante et la découverte d'expériences collaboratives sur d'autres territoires ».

7 Concilier le besoin de réflexion et celui d'action

Une démarche participative aussi poussée se traduit par de longs temps de réflexion et de concertation autour des projets. Pour éviter que certains participants perdent de leur motivation au fil des mois et que l'enthousiasme s'essouffle, les élus ont fait en sorte qu'elle soit jalonnée de chantiers participatifs organisés dans un esprit festif. Les participants en « mal d'action » ont ainsi pu voir assez vite les premiers résultats du changement en cours. Plusieurs opérations de fleurissement de pieds de murs et de trottoirs ont permis d'embellir le bourg. « Cette initiative a été appréciée par de nombreux habitants qui ont choisi de s'associer à cet élan participatif ».

Pour le projet d'aménagement citoyen de la place haute, des bénévoles ayant des dispositions artistiques ont

dessiné au sol ce que pourrait être sa nouvelle configuration. « Lors des rendez-vous, comme la fête de la musique, des craies seront mises à la disposition de tous pour rajouter à l'existant pérenne des dessins éphémères. »

Des chantiers collectifs sont aussi prévus pour la pose des bottes de paille pour isoler la salle polyvalente.

7 Un bar-épicerie associatif durable

Il s'est installé dans l'ancien café-épicerie situé en cœur de bourg racheté par la commune. Très rapidement, les membres du groupe de travail ont souhaité plancher sur un projet associatif porté par des bénévoles dans l'idée qu'il soit aussi un lieu de rencontre et de convivialité, tout en veillant à ce qu'il ne fasse pas concurrence au café-restaurant existant. Pour affiner leurs objectifs, élus et habitants sont allés visiter des lieux existants dont le « Champ commun » à Augan (56) et le café associatif de Monteneuf (56). Une association a ensuite été créée « Les Cœurs de bourg » pour organiser les travaux de remise en état de la partie café, et l'ouverture du lieu début 2019. Depuis, 34 bénévoles se relayent sur 5 plages horaires hebdomadaires pour distribuer le pain, des produits de première nécessité ou issus de circuits courts, servir des boissons chaudes et discuter avec les « clients ». Côté agencement tout est issu de la récupération : mobilier, vaisselle...

7 Des projets partagés

« Nous sommes convaincus que ces projets seront plus riches, plus originaux et mieux appropriés par les habitants. Cette dynamique collective de faire ensemble et de savoir-faire accumulé va certainement faire germer de nouvelles idées ». se réjouit la maire. ■

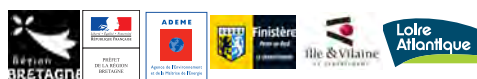


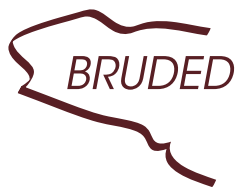
Réalisation d'une fresque au sol pour matérialiser une place centrale

CONTACT :

Valérie Poilâne-Tabart, maire/ 02 96 25 67 00

Cette fiche a été réalisée avec le soutien de :





Bretagne rurale et urbaine
pour un développement
durable

Breizh ar maezloù ha maezkérel
evit an diorren padus



► Gourlizon (29)

La requalification globale du centre-bourg pour lui redonner vie

La commune a mené avec entrain de nombreuses opérations qui ont toutes pour objectif de contribuer à la revitalisation du centre-bourg : commerces, logements sociaux, espaces publics, aménagements inter-générationnels, le tout en lien étroit avec les habitants.

Située à mi-chemin entre Quimper et Douarnenez, la commune de Gourlizon compte 915 habitants sur le territoire de la CC du Haut pays bigouden. En 2006, le dernier commerce périlait, après la fermeture d'autres avant lui et la rue principale donnait une impression de déshérence. La commune présente pourtant un fort dynamisme : de nombreux jeunes, une centaine d'enfants à l'école, des associations dynamiques et des habitants volontaires.

Contexte politique favorable

En 2013, le Département du Finistère a lancé une étude sociologique préfigurant l'appel à manifestation d'intérêt pour la revitalisation des centres-bourgs grâce auquel la commune a pu financer des actions. « Les résultats de l'étude nous ont amenés à envisager l'aménagement de manière systémique : requalification du bâti, nécessité d'ouvrir une vue sur l'église enclavée, créer des équipements pour les familles, mettre en valeur les associations, développer un nouveau commerce de proximité, densifier l'habitat » explique Emmanuelle Rasseneur, maire.

Les nombreux enjeux sont alors repris par les élus qui ont assuré la maîtrise foncière en priorité et la mobilisation de partenaires : Communauté de communes, CAUE, FIA, SAFI, Département, Finistère Habitat, Région, État et BRUDED. La population a été associée dès le début également, grâce à des réunions publiques deux fois par an et des chantiers participatifs.



Entrée du bourg avec une perspective sur l'église

Les réalisations

La commune a réalisé de nombreux aménagements dans le cœur de bourg en réponse aux souhaits de conforter la place de l'enfant et des familles et d'accompagner la dynamique associative et commerciale.

Espace public en entrée de bourg.

L'entrée du bourg a été complètement retravaillée. S'appuyant sur les retours des habitants, la municipalité a choisi d'ouvrir largement l'espace en effaçant plusieurs bâtisses n'ayant pas de valeur architecturale ou patrimoniale particulière : l'ancien hangar Pliquet, un immeuble (ancien hôtel restaurant Le Pennec) et la moitié de la longère en pierre « Ty Bras » ont ainsi été déconstruits pour faire place à un mini rond-point, des plateformes de ralentissement et une jolie perspective sur l'église jusque là cachée et invisible de la rue.

Coûts aménagement de la place publique



Dépenses

Achat hangar	45 000 €
Déconst dalle hangar	7 000 €
Déconst Immeuble	111 000 €
Étude MOE paysagère ..	17 000 €
Travaux	100 000 €
Total	280 000 €

Recettes

Vente matériaux hangar ..	5 000 €
Région	56 000 €
État –DETR	50 000 €
CD 29 –AMI	73 000 €
Autofinancement	96 000 €

Une fresque réalisée par une artiste peintre (Ludvine Pensard de Pont-Aven) a vu le jour en juillet 2018 sur le pignon de la maison située au rond-point. Le calvaire dans l'enclos de l'église a été dégagé et l'escalier qui y mène déconstruit pour refaire le mur d'enceinte, redonnant ainsi une cohérence globale au lieu. Le fleurissement et les aménagements paysagers ont remplacé les nombreuses œuvres réalisées précédemment par les habitants.

« Beaucoup de nostalgie a été exprimée sur ces transformations de l'espace ; ainsi, un écrivain public a été missionné pour aller à la rencontre des habitants et recueillir leur histoire, dans une optique de transmission de la mémoire vécue. Cette démarche est accueillie avec beaucoup d'enthousiasme » se réjouit la maire.

Espaces enfants et jeunes. Le hangar situé derrière la placette/maison des associations est aujourd'hui un espace couvert (mais ouvert) qui donne sur la nouvelle aire de jeu pour les plus petits et à côté du nouveau «city stade» pour les adolescents. On y trouve des bancs et une mini bibliothèque en libre-service (fabriqués par des bénévoles de la commune). Des petits aménagements pour les adultes pouvant surveiller leurs enfants tout en discutant fonctionnent bien, comme les aires de

“ Arrivée en fin de mandat, nous avons dépassé les objectifs que nous nous étions fixés pour la revitalisation du bourg. Pour y parvenir, le partage d'expérimentation a été crucial. ”



Emmanuelle Rasseneur, maire

jeu : elles sont sécurisées (loin de la route) et fonctionnelles.

Logements. La commune a négocié avec Finistère Habitat pour construire des logements sociaux à la place de l'ancienne boulangerie (propriété CCHBP) fermée en 2015. La CC a réalisé la démolition et vendu le terrain nu à Finistère Habitat (15 K€) pour y réaliser 3 T3, sans jardin, avec un espace de stationnement à l'arrière et une micro station d'épuration. Les travaux s'achèveront en juin 2019.

Une épicerie - bar - restauration. La CC, propriétaire du bâtiment « Chez Jeanne » l'a démolie pour reconstruire un commerce grâce à de nombreuses subventions. La CC avait gardé la licence IV (de l'ancien bar). Les aménagements intérieurs ont été réalisés par le gérant et la terrasse à l'arrière du bâtiment a été réalisée bénévolement par les élus de la commune. La CC gère le bail commercial avec le



Le nouveau bar - épicerie

nouveau gérant originaire de Gourlizon, qui cherchait à s'implanter sur la commune. « Ce projet de nouveau commerce était une aubaine pour lui, comme pour la commune, explique la maire, nous n'avons pas eu besoin de chercher pour trouver la perle rare ! ». Le nouveau multi commerce a ouvert ses portes début 2019 et le bar associatif provisoire qui avait déménagé dans la maison des associations a donc fermé les siennes. En plus de la principale activité du bar s'ajoute une petite restauration le midi (30 couverts), des plats à emporter le vendredi soir et la petite épicerie qui permet le dépannage.

Maison des associations. Propriété communale, le rez-de-chaussée servant de bar associatif a été aménagé à moindre coût par la commune. L'étage comporte quatre pièces (anciennes chambres) qui ont été mises à disposition des associations qui les aménagent bénévolement (peinture et rénovations simples) avec du matériel fourni ou payé par la commune.

Prochaines étapes

La municipalité ne compte pas s'arrêter là. Dans les cartons, on trouve des projets de rénovation-extension de la mairie, un peu vétuste et surtout peu fonctionnelle, une nouvelle station de phyto-épuration communale, des logements sociaux en place de l'ancien presbytère... ■



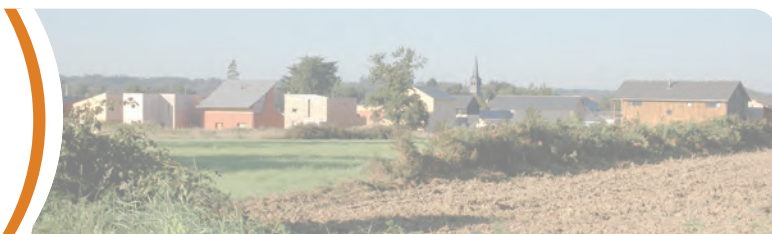
Des nouveaux logements sociaux en coeur de bourg avant/après

CONTACT :

Emmanuelle Rasseneur, maire / 02 98 91 08 92 / gourlizon.mairie@orange.fr

Cette fiche a été réalisée avec le soutien de :





► Languédias (22)

Le bourg redynamisé en s'appuyant sur les compétences et les énergies locales

La municipalité a surfé sur la dynamique participative enclenchée par la création du jardin intergénérationnel pour se lancer dans une démarche globale de revitalisation du bourg. De manière simple et peu coûteuse, elle valorise les atouts de l'identité locale (granit et végétal), recrée du commerce et des logements.

Languédias (500 habitants) est connue pour son granit «jaune», unique en Bretagne. Dans les années 60/70, les carrières employaient plus de 800 salariés et le bourg comptait 7 commerces... Peu à peu, l'activité s'est fortement réduite entraînant le déclin du bourg qui ne compte plus qu'un bar épicerie. L'équipe municipale élue en 2014 sur un programme résolument "écologiste" hérite d'un bourg qui selon le nouveau maire, Jérémy Dauphin, est *"plutôt triste, minéral et dédié à la circulation. On y passe toujours mais plus personne ne s'y arrête"*. Les élus découvrent surtout un très fort endettement qui empêche tout projet d'envergure dans l'immédiat.

↗ Un jardin pour lancer la dynamique

L'obligation d'assainir les finances contraint donc la municipalité à faire le choix *"d'une première réalisation simple et économe, réalisable en régie, avec l'aide de volontaires ou d'une petite sous-traitance"* se souvient Jérémy Dauphin. Ce sera la transformation du terrain de football attendant à l'école, inutilisé depuis des années, en un espace de rencontres intergénérationnel et multi-usages : aire de jeux, jardin de détente, chemin d'accès à l'école, terrain de pétanque, serre pédagogique pour les écoliers, fruitiers,



Les premiers dessins de l'aménagement du bourg réalisés par un habitant du bourg impliqué dans la démarche participative. La réalité n'en sera pas très éloignée.

ruches et prairie aux papillons, ... Avec l'objectif de recréer du lien entre les habitants et d'accueillir des animations tout au long de l'année. Le résultat dépasse largement leurs espérances : habitants et écoliers se l'approprient rapidement, l'AMAP locale y distribue ses paniers, ... Il est devenu une référence qui attire de nombreux élus d'ailleurs. Alors que ce n'était pas dans son programme, la municipalité décide de se lancer, avec le même esprit, dans une démarche globale et innovante de revitalisation du centre bourg, toujours en s'appuyant sur les compétences des élus et habitants. Un projet rendu possible par l'amélioration plus rapide que prévu des finances grâce au transfert de compétences vers Dinan agglomération.

↗ Enjeux et fils conducteurs

Les élus ont d'abord défini les deux enjeux majeurs de leur projet de redynamisation qui ont été validés ensuite par les habitants :

- Reconnecter la place de la mairie

Agir avec et pour les habitants



Les nombreuses animations communales et associatives favorisent le lien social, la circulation informelle des idées et la communication sur les projets selon Jérémy Dauphin : *"Les manifestations (festives, culturelles, militantes...) organisées tout au long de l'année sont autant d'occasions de discuter avec les habitants des projets ou des idées en cours... Cette proximité permet une appropriation la plus large possible de nos projets par la population et les usagers"* . ■

aménagée par l'ancienne municipalité à celle de l'église autrefois très vivante

- Résorber la vacance dans la rue principale en rénovant des bâtiments pour créer une boulangerie (pour un porteur de projet résidant sur la commune) et des logements

Ils ont décidé que le patrimoine granitique devait être le fil rouge de cette démarche. Il en a découlé l'idée de réaliser un parcours autour du bourg parsemé de 16 statues, autant que les couleurs de granite existant en Bretagne.

Dans la continuité de ce qui a été fait dans le jardin, la végétalisation des espaces publics peut être considérée comme le fil vert !

➤ Projet modeste et patenarial

« Nous avons réalisé nous-mêmes des plans d'aménagement détaillés avec l'aide d'un architecte local, assuré l'animation de la démarche et la concertation avec les habitants ». Cette approche économe quant aux moyens n'en était pas moins ambitieuse sur les objectifs et, pour s'assurer de leur faisabilité, les élus se sont appuyés sur l'expertise d'acteurs partenaires des collectivités : l'ADAC 22 (agence départementale d'appui aux collectivités, le CAUE, l'EPF, l'ATD (Agence technique départementale).

Cette approche singulière a permis à la commune d'être lauréate en

“ Nous n'avions pas pensé à un projet global de revitalisation du bourg. C'est "jardin faisant" que l'idée a germé et nous semblé réalisable malgré nos modestes moyens. ”



J. Dauphin
Maire

2017 de l'appel à projet régional « Dynamisme des bourgs ruraux » et ainsi, de bénéficier d'une enveloppe de 176 718€ pour financer des opérations estimées à 364 000€

➤ L'EPF très présent

“L'accompagnement technique et le portage financier de l'EPF est capital pour la réussite du volet habitat-commerces. Leurs services ont négocié l'acquisition d'un bloc de logements pour 80 000€ au lieu des 128 000€ demandés. L'EPF prendra aussi en charge 60% des 70 000€ des frais de de démolition d'une partie des bâtiment ” souligne le maire qui précise encore que “ le PLUIH de Dinan agglomération a permis la création d'une zone d'aménagement différé (ZAD) dans laquelle s'est appliqué le droit de préemption donné à la commune lors de la mise en vente de ce bien ”.

➤ 3 phases d'opérations

Les opérations ont été échelonnées sur 3 ans :

- 2018 : Aménagement de la place de l'église avec déplacement du monument aux morts - Rénovation d'un



Le jardin intergénérationnel est très visité

bâtiment en granit dans l'enceinte du presbytère pour en faire un logement communal « Nous souhaitons rendre la place de l'église aux habitants tout en la liant, par une liaison douce, à l'espace intergénérationnel et en la connectant, dans le respect de l'accessibilité aux PMR, avec la place de la mairie qui est déjà aménagée et où se trouve l'unique commerce de la commune (bar-épicerie.) »

- 2019 : Aménagement de voirie et du carrefour central du bourg, complément de l'aménagement de la place de l'église (projet granit) : « La modification du carrefour consiste à redessiner cette zone en créant des trottoirs plus larges accessibles au cheminement des personnes à mobilité réduite et de parterres fleuris organisant les déplacements et traversées de voie »
- 2020 : Aménagement de la zone du commerce, création de la boulangerie et acquisition/rénovation d'habitations adjacentes (commerce, logement...)

➤ Un bourg qui revit

La création du jardin, la fibre écologiste de la municipalité et les opérations de redynamisation du bourg ont permis de recréer du lien social et l'envie de faire-ensemble. La commune attire de jeunes couples qui ont des projets de maraichage et d'éco-habitat. L'ouverture de la boulangerie confortera encore plus cette dynamique. ■



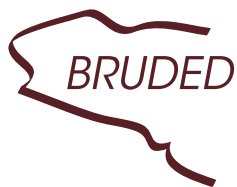
Des panneaux informant sur le devenir de la place de l'église

CONTACT :

Jérémy Dauphin, maire / 02.96.27.02.77 / languedias@wanadoo.fr

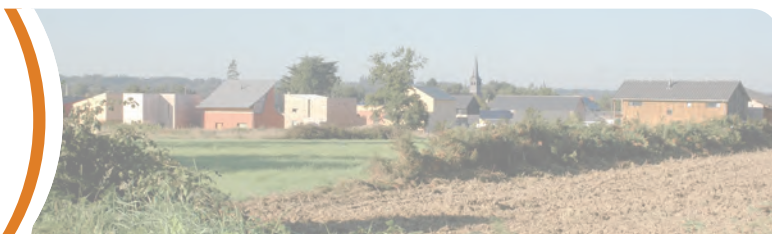
Cette fiche a été réalisée avec le soutien de :





Bretagne rurale et urbaine
pour un développement
durable

Breizh ar maezloù ha maezkérel
evit an diorren padus



► Languédias (22)

Un jardin intergénérationnel pour recréer du lien social et favoriser la biodiversité

En attendant que le centre bourg soit redynamisé dans le même esprit participatif, le nouveau jardin est devenu le poumon vert du village et le cœur de la vie sociale : un espace où l'on plante des arbres et récolte des fruits, où l'on joue et cultive le bien vivre ensemble.

Languédias (500 habitants) a longtemps été prospère grâce à l'extraction de granite jaune, une activité qui faisait travailler des centaines d'ouvriers. La fermeture des carrières au tournant des années a entraîné l'assoupissement progressif du bourg et laissé en héritage des sites difficiles à réhabiliter.

L'équipe municipale élue en 2014 s'est retrouvée face à une situation financière fortement dégradée. Durant les premiers mois, elle a dû se contenter d'actions simples soit en faisant appel à de petites sous-traitances soit en les réalisant en régie ou avec l'aide de volontaires. Par ailleurs, les élus avaient pour ambition de recréer du lien social dans un bourg dédié à la voiture et dépourvu d'espace de rencontres convivial. La possibilité de réaménager à moindre coût le terrain de football inutilisé depuis des années est vite apparue comme une évidence : « *Un espace idéalement placé en cœur de bourg, entre l'école et un lotissement* » selon Christian Gicquel adjoint à l'environnement et à l'urbanisme.

➤ Des solutions de bon sens

L'équipe s'était faite élire sur un programme résolument axé sur le bien vivre ensemble, l'écologie et la volonté d'associer les habitants aux projets de la municipalité. C'est sur ce terreau qu'a germé l'idée de



Le cheminement qui relie l'école à l'arrêt de bus serpente au milieu du jardin

créer un jardin intergénérationnel qui deviendrait un bien commun favorable à la biodiversité, en s'appuyant sur les propositions et savoir-faire des habitants. « *Bien vivre c'est avant tout bien vivre ensemble. Les biens communs sont une richesse qui permettent de se retrouver à égalité avec les autres, indépendamment de sa situation sociale. Ils doivent offrir un environnement de qualité et de la tranquillité* » selon Christian Gicquel. Ce projet avait aussi pour avantage de permettre la création d'un autre accès à l'école plus sécurisé pour les enfants depuis l'arrêt de car.

➤ Plusieurs espaces

Le terrain, d'une surface de 10 000 m² environ, a été compartimenté en trois espaces adaptés aux différentes catégories d'âges et aux usages. Ils sont séparés ou bordés par des haies composées d'essences

Agir ensemble



Une commission environnement extra-municipale est ouverte à tous les habitants qui veulent s'impliquer dans la vie municipale. Les projets validés collectivement puis suivis par des groupes de travail de 3-4 personnes motivées, ce qui permet de multiplier les actions : ainsi la création dans le jardin d'une cabane végétale et de petites barrières végétales, la réouverture de chemins communaux, la reconstruction d'un four à pain, l'organisation d'événements pour sensibiliser à l'environnement, ...

adaptées à la région : cornouillers sanguins, érables, viornes, charmes, noisetiers, mirabelliers et néfliers. Sur l'un se trouve une zone de jeux pour enfants et un jardin pédagogique. Un second qualifié de « zone de détente » propose des tables de pique-nique, des bancs, un barbecue ainsi qu'une cabane réalisée en osier tressé et en saule vivant. Enfin, sur le dernier proche de l'école, les jeunes peuvent faire du sport au city stade ou sur un petit terrain de football.

On y trouve aussi un verger de pommiers et des bandes de groseillers, de framboisiers et fraisiers. D'autres aménagements ont été ajoutés au fil du temps avec l'aide des habitants et des enfants : serre pédagogique pour les écoliers, terrain de pétanque, ruches.

Un hôtel à insectes a été installé par les élèves de CP et CE1, au milieu du terrain de l'espace intergénérationnel pour favoriser la pollinisation des végétaux et les protéger des parasites. Avec l'aide de l'association Vivarmor, les agents communaux ont aménagé une prairie fleurie très prisée des papillons, eux aussi d'excellents pollinisateurs, fauchée une fois par an.

Par ailleurs, l'entrée principale de l'école a été déplacée et elle est désormais reliée à l'arrêt de bus par un petit chemin qui sinue au cœur du jardin.

“ Créer du lien social par le biais du végétal et de la nature est un vrai levier pour lutter contre la dévitalisation des centres bourgs ruraux . ”



J. Dauphin
Maire

➤ Un coût supportable

Le projet aura coûté 75 000 € HT environ, dont 50 000 € pour le city stade, 7269 € pour les jeux enfants, 3800 € pour l'achat des végétaux. L'autofinancement pour la commune est de 35 000 €.

L'entretien du jardin actuel ne demande pas plus de travail aux agents que quand il fallait tondre le terrain régulièrement grâce à un choix judicieux pour les aménagements et les plantations. Ils y trouvent plus d'intérêt et de plaisir.

➤ Un outil pédagogique

Des services civiques ont été recrutés pour l'animation du jardin et auprès des enfants, promotion de la serre et visites des enfants d'écoles environnantes car la municipalité souhaite qu'elle soit un outil pédagogique pour les écoliers du territoire. Il anime un blog d'actus et d'informations sur la vie du jardin. Les enseignants s'appuient sur le jardin et notamment la serre pour mettre en application des notions apprises en classe. La commune sollicite régulièrement Emmanuel Rolland, Président de l'association du petit jardin des écoliers de Languenan, pour des interventions pratiques auprès de



L'hôtel à insectes

l'école et des adultes. Au printemps 2018, les élus ont proposé à une jeune auto-entrepreneuse d'assurer des animations au jardin des écoliers pendant le temps d'activités périscolaires, avec la possibilité d'utiliser les lieux pour d'autres activités.

➤ Un jardin qui attire

Les habitants se sont rapidement appropriés les lieux : ils viennent s'y balader, cueillir des fruits, faire du sport... Il accueille des animations toute l'année : chasse aux œufs de Pâques, distribution hebdomadaire des paniers de légumes de l'AMAP locale durant la saison estivale. L'originalité du site attire de nombreux visiteurs de l'extérieur et rend la commune plus attractive.

➤ Un bourg qui revit

Cette première réalisation participative réussie et son appropriation par les habitants ont incité la municipalité à se lancer, dans le même esprit, sur un projet global et innovant de revitalisation avec des projets pour l'ensemble du centre-bourg : espaces publics, logements, commerces, patrimoine. Cette approche transversale leur a permis d'être lauréat de l'Appel à Projet Régional « Dynamisme des bourgs ruraux » et de bénéficier d'aides financières conséquentes.

Il est prévu notamment la création d'un parcours de découverte des granites bretons qui passera par le jardin pour lui donner encore plus de visibilité. ■



La serre pédagogique est quasi une extension de l'école

CONTACT :

Jérémy Dauphin, maire / 02.96.27.02.77 / languedias@wanadoo.fr

Cette fiche a été réalisée avec le soutien de :





Le choix d'un mobilier facile à déplacer permet de jouer sur l'organisation des espaces comme ici où les rayonnages laissent la place à l'accueil des tous petits dans la partie ludothèque.

Conclusion

Ouverte depuis un peu plus d'un an (février 2013), cet équipement affiche déjà un bilan largement positif. La médiathèque est plébiscitée par les guiscrivites toutes générations confondues (augmentation de 350 à 900 abonnés), par exemple les personnes âgées y trouvent le matériel et la formation adaptés pour échanger avec les membres de leurs familles émigrés aux Etats-Unis.

Le personnel affiche son entière satisfaction quant à l'amélioration de ses conditions de travail par rapport aux locaux précédents et à la qualité du nouvel outil mis à leur disposition.

Les élus considèrent que la médiathèque contribue grandement à l'animation et à l'embellissement du centre-bourg. Le Crédit Agricole a d'ailleurs réalisé des travaux sur l'enveloppe de son bâtiment pour retrouver l'unité architecturale initiale en lien avec la médiathèque. Dans le cadre de la poursuite des travaux d'aménagement des espaces publics en centre-bourg, la requalification des abords de la médiathèque constituera une priorité pour la municipalité.

Cette opération, très novatrice en milieu rural, constitue une référence notamment pour la DRAC et elle fait aujourd'hui l'objet de nombreuses visites de la part d'élus d'autres communes.



BILAN FINANCIER DE L'OPÉRATION

(Source : commune Guiscriff)

Dépenses

• Travaux médiathèque	739 452
• Etudes et honoraires	75 251
• Divers (GRDF, ERDF, 1 % artistique, etc.)	12 045
• Equipement mobilier	79 692
• Autres équipements dont informatique	14 560

Total général HT 921 000

Total général TTC 1 101 516

Recettes

• Etat DGD et DRAC	199 960
• FCTVA	141 610
• Région	12 000
• Appel à projet BBC	34 740
• Département	139 000
• Enveloppe parlementaire	10 000
• CAF	3 741
• Autofinancement	560 465

Total 1 101 516

Montant en Euros

Fiche repères n°12 - JUILLET 2014



Le troisième lieu

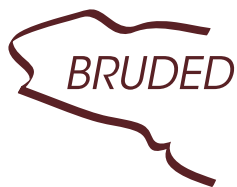
Médiathèque - Guiscriff



FICHE TECHNIQUE

Projet	Médiathèque
Année de réalisation	2013
Maîtrise d'ouvrage	Commune de Guiscriff
Maîtrise d'œuvre	Agence Axens Architecture - St Herblain (44) Patrick CHAHLA, architecte D.P.L.G.
Elaboration du projet	2006-2010
Durée du chantier	2 ans
Surfaces (SHON)	472 m²
Coûts des travaux HT	826 748 € ratio/m² : 1 751 €/m²





Bretagne rurale et urbaine
pour un développement
durable

Breizh ar maezloù ha maezkérel
evit an diorren padus



► Pipriac et Saint-Ganton (35)

Objectif Zéro chômeur de longue durée

Pipriac et Saint-Ganton relèvent le défi des territoires zéro chômeur de longue durée ! Ce projet est né du constat que personne n'est inemployable, que chacun a des compétences, que le travail ne manque pas, l'argent non plus.

Situées entre Rennes et Redon, dans le sud de l'Ille et Vilaine, Pipriac et Saint-Ganton comptent respectivement 3 740 habitants et 450 habitants. En 2014, alors que le territoire est touché de plein fouet par la baisse d'activité du groupe PSA, le chômage avoisine les 10%. Les deux communes vont se lancer dans l'aventure.

► Une démarche expérimentale

C'est ATD Quart Monde qui est à l'initiative de la démarche. Elle est formalisée, en février 2016, par la loi d'expérimentation de Territoires Zéro Chômeur Longue Durée pour une période de 5 ans. Tous les chômeurs sans emploi depuis plus d'un an, volontaires, habitant les communes depuis au moins 6 mois, peuvent bénéficier d'un emploi à durée indéterminée, adapté à leurs savoir-faire et à temps choisi. Chaque personne est rémunérée au moins au SMIC.

Le financement des emplois est assuré en partie par la réaffectation des coûts et du manque à gagner dus à la privation durable d'emploi (RSA, CMU...). L'autre partie du financement provient du chiffre d'affaires constitué par la vente des travaux et prestations réalisés par les salariés.

► Pipriac et Saint-Ganton : territoire choisi et volontaire

«Avec un taux de chômage avoisinant les 10 %, on ne pouvait pas rester les bras croisés !» s'exprime Marcel Bouvier, maire de Pipriac. Dès 2014, il est contacté par ATD Quart Monde et le Point Accueil



Ouverture de TEZEA

Emploi de Pipriac, qui souhaitent créer des emplois d'un nouveau type. «A première vue, cela paraissait un peu utopique», se rappelle Marcel Bouvier. Rapidement, les deux maires donnent leur accord pour s'engager dans la démarche. Leur appui est indispensable pour porter politiquement le projet. Ils possèdent aussi la liste des chômeurs qu'ils peuvent contacter.

► La nécessaire dynamique collective

Le travail s'amorce. Un comité local, chargé de piloter le projet, se met en place. Il regroupe les pouvoirs publics, chefs d'entreprise, pôle emploi, banques, artisans, associations, chômeurs. Il se réunit toutes les 6 semaines. Pour Denis Prost, coordinateur du projet pour ATD Quart-Monde «bien plus qu'un dispositif, c'est l'ensemble d'un territoire qui se mobilise. Tous les acteurs locaux ont participé au

Combien de territoires engagés demain?



Le projet est conçu comme une expérimentation. Elle étudie les effets d'une réforme sur un échantillon de personnes, à l'échelle de micro-territoires, pour permettre de valider le mécanisme, en y apportant les modifications nécessaires. L'association Territoire Zéro Chômeur de longue durée a lancé un appel pour une 2ème loi d'expérimentation dès 2019. 200 nouveaux territoires sont prêts à se mobiliser pour déployer le projet et construire cette utopie réaliste. ■

projet ». Dès novembre 2014, 120 personnes privées d'emploi depuis un an sont rencontrées en entretien individuel. La quasi totalité est volontaire pour être embauchée par la future Entreprise à But d'Emploi (EBE) créée dans le cadre de Territoires Zéro Chômeur.

➤ Définir des métiers non concurrentiels

Début 2015, l'expérimentation entre dans une phase délicate : l'identification de travaux utiles non concurrentiels. L'idée est de créer des emplois en CDI avec des activités inexistantes bien qu'utiles à la société mais insuffisamment rentables pour être prises en charge par les acteurs du marché.

Un dialogue est engagé avec la centaine d'entreprises présentes à Pipriac et Saint-Ganton, pour veiller à ne pas faire concurrence à leurs activités. « Pour chaque activité, nous avons évalué la situation, fait en sorte que cela crée des emplois, pas que cela en détruisse », témoigne Nicolas Cottais, chef d'une petite entreprise informatique.

16 domaines d'activités sont identifiés, notamment débroussaillage, atelier vélo, épicerie ambulante, création de meubles en palettes...

« Une relation de confiance s'est installée entre les entreprises, les chômeurs et les élus : des barrières sont tombées ! La grande force du projet est de recréer du lien social, les gens relèvent la tête »



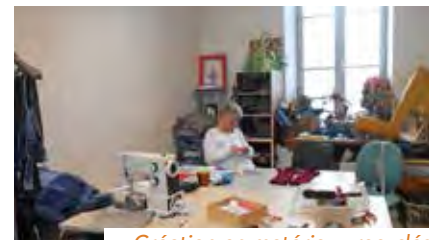
Philippe Louët

Marcel Bouvier

➤ TEZEA, employeur qui ne sélectionne pas ses salariés

En 2016, TEZEA, entreprise à but d'emploi (EBE) et non lucrative, voit le jour. Elle a 3 missions principales: recruter les personnes privées d'emploi, prospecter les activités utiles qui ne sont pas réalisées sur son territoire et veiller à la formation des salariés. A la différence d'une société classique, TEZEA ne sélectionne pas les candidats. Pas de CV ou de lettre de motivation à rédiger. « Notre principal objectif est de créer autant d'emplois supplémentaires qu'il y a de demandeurs d'emploi et de travaux utiles non réalisés », explique Serge Marhic, Directeur de TEZEA.

Pour fonctionner, TEZEA perçoit, d'un fonds abondé par l'Etat et par le Département d'Ille et Vilaine,



Création en matériaux recyclés

19 300 € par an pour un équivalent temps plein. Un ETP lui revient environ à 27 000 €, en incluant le coût de fonctionnement de la structure. Ce complément de 8 000 € est généré par le travail effectué.

➤ Activités, emplois et retour de la confiance : un bilan positif

Entre janvier 2017 et juin 2019, 84 personnes ont été embauchées en CDI. Depuis, certaines sont parties vers des entreprises extérieures.

Les activités se font plus diverses. Une recyclerie, une blanchisserie, une conciergerie sont récemment en place.

Impliquée dans le projet depuis un long moment, Lucie témoigne « Cela faisait 8 ans que je n'avais pas travaillé, TEZEA a été un tremplin pour moi, pour remettre le pied à l'étrier, reprendre une vie active ».

« Les personnes qui étaient au chômage, quand on les revoit six mois après, ne sont plus les mêmes », observe Jean-Claude Lubert, conseiller municipal et membre du conseil d'administration de TEZEA.

Maxime salue l'organisation de l'entreprise : « Ici, on a notre mot à dire, sur ce qu'on veut. Les chefs sont assez compréhensifs, c'est pas comme si on travaillait à la chaîne dans une grosse usine. »

Et demain? TEZEA souhaite engager de nouveaux investissements pour créer des activités nouvelles. L'ambition est de voir grandir la structure pour atteindre l'objectif zéro chômeur de longue durée à Pipriac et Saint Ganton. ■



La p'tite camionnette, épicerie ambulante

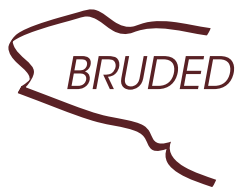
CONTACT :

Marcel Bouvier, maire de Pipriac / 02 99 34 42 87 / mairie@mairie-pipriac.fr

Philippe Louët, maire de Saint-Ganton / 02 99 08 78 69 / mairie.st-ganton@wanadoo.fr

Cette fiche a été réalisée avec le soutien de :





Bretagne rurale et urbaine
pour un développement
durable

Breizh ar maezloù ha maezkêrel
evit an diorren padus



► Allaire (56)

Densification des services et des logements pour une centralité renouvelée, conviviale et solidaire

La commune d'Allaire s'est engagée dans une démarche ambitieuse visant à renforcer la dynamique de fréquentation du centre-bourg autour des équipements publics, des commerces, des services et des logements. Son objectif est de réaffirmer son attractivité et sa centralité.

Allaire est une commune de près de 4 000 habitants, localisée à l'extrême Est du Morbihan. Elle est située dans la 1^{ère} couronne de Redon et constitue l'un des 4 pôles relais de la CC du Pays de Redon, contribuant au maillage territorial. A ce titre, elle a pour vocation d'assurer une offre de services de proximité aux 16 000 habitants des 9 communes avoisinantes. Toutefois, ces dernières années, la dynamique s'est quelque peu essoufflée.

➤ Objectif : relancer la dynamique

A l'origine de cette situation, le contournement routier du centre bourg, en 2008, écarte un flux d'environ 5 000 véhicules jour. En 2014, le transfert de la moyenne surface alimentaire contribue davantage à la réduction des flux dans le centre, fragilisant l'ensemble des activités commerciales du centre bourg.

Dans ce contexte, et pour répondre aux besoins des habitants et des professionnels du territoire, les élus lancent le projet de « centralité renouvelée, conviviale et solidaire ».

➤ Une démarche de réflexion consolidée sur plusieurs années

Il est le fruit d'un ensemble d'études, et de consultations conduites au cours des années précédentes. Le PADD, le projet de santé et bien d'autres documents nourrissent la réflexion, qui se traduit dans le projet municipal 2014-2020. En 2016, la commune fait appel au cabinet



Futures maison pluri professionnelle de santé et épicerie

Cibles et stratégies pour réaliser une étude de centralité. Diagnostics, enquêtes, consultations, puis rédaction d'un programme d'actions opérationnelles sont au cœur de ses missions. Quelques mois plus tard, le CAUE 56 intervient pour faire un diagnostic urbain et proposer des

actions de densification urbaine. Bien d'autres experts et partenaires sont mobilisés.

En avril 2017, l'Etat, la Région Bretagne, la Banque des Territoires et l'Etablissement Public Foncier lancent l'appel à projet « dynamisme des centres-villes et

Le projet côté budget

Dépenses (prévisionnelles)

Commerce alimentaire	480 076 €
Maison pluri-professionnelle de santé	992 890 €
Maison des solidarités	30 000 €
Construction logements ...	259 333 €
Logement d'inclusion sociale	1 394 000 €
Plan de développement	45 000 €
Réhabilitation commerces et logements vacants	398 833 €

Total 3 600 132 €

Recettes

Etat	
FNACT CPER	452 559 €
DETR	211 500 €
Région	325 379 €
Département	220 000 €
CAF	10 000 €
Redon Agglomération	89 333 €
Commune (autofinancement et emprunt)	2 291 361 €

Total 3 600 132 €

bourgs ruraux ». Pour la commune, c'est un véritable catalyseur. Le dossier de candidature permet de synthétiser, structurer toute cette riche matière pour formaliser le projet de centralité. Allaire est lauréat de l'appel à projet.

➤ Un projet aux multiples facettes

Il s'articule autour de 3 axes : « *Nous devons densifier l'offre commerciale alimentaire, l'offre médicale et l'habitat* », résume Jean-François Mary, maire de Allaire. En voici les multiples facettes :

- La transformation de la friche commerciale de 1568 m², en plein cœur de bourg : la commune souhaite recréer un espace multifonctions avec un **commerce d'alimentation générale**, intégrant notamment des produits bio, et du terroir, une **Maison pluri-professionnelle de santé** pour favoriser l'installation pérenne des médecins et offrir un espace moderne et accessible. S'ajoute une **Maison des Services Publics**, autour des services de l'emploi, des impôts et services sociaux. Les travaux débuteront en septembre 2019. Tout cet ensemble est propriété de la commune, qu'elle louera aux occupants.

- La **maison des solidarités** intègre une épicerie solidaire, un vestiaire (vente de vêtements à bas prix collectés). Un espace d'accompagne-

“ Le développement ne repose pas uniquement sur les métropoles, mais aussi sur le dynamisme d'un réseau de villes et bourgs. Il faut tirer profit de l'énergie partagée de nos acteurs locaux ”



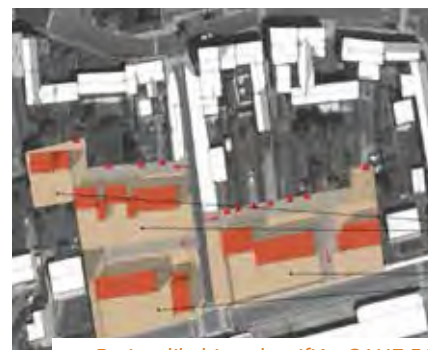
Jean-François Mary, maire

ment individuel et collectif pour écouter, échanger, transmettre et enfin un service de mobilité solidaire composent le lieu. Elle est inaugurée en juillet 2018.

- La reconquête d'espaces urbains pour densifier l'habitat : en réponse au manque de diversité de l'offre de logements, et aux logements vacants en centre-bourg, des opérations de **construction de logements en accession à la propriété, en locatifs ou logements intermédiaires** sont programmées sur quatre secteurs, pour une capacité de nouveaux logements identifiée entre 12 et 18. La réhabilitation de logements vacants est également prévue. « *Nous voulons ramener de la densité urbaine et du logement*, s'exprime Jean-François Mary. *Nous voulons une urbanisation harmonieuse, qui s'inscrive dans la politique d'économie du foncier.* »

➤ Des facteurs de réussite

Depuis plus de 20 ans, la commune mène une politique volontariste



Projet d'habitat densifié - CAUE 56

en matière de développement et d'aménagement. Cette pro-activité lui a permis, au fil du temps, de maîtriser et de constituer des réserves foncières publiques, des réserves financières aussi, et de mettre en place de règles d'urbanisme adaptées (ex: création de deux ZAC, exercice du droit de préemption urbain ...).

Ce projet est l'aboutissement d'une large réflexion participative intégrant élus, commerçants, professionnels de santé, associations, habitants et autres parties prenantes. Le travail de concertation a permis de lancer le plus tôt possible la recherche d'accords fonciers. Il a aussi apporté une dimension qualitative par le foisonnement des idées et le partage.

Le portage immobilier, réalisé par l'EPF de Bretagne sur deux opérations (ancienne maison de santé et ancienne station service) permettant de créer de nouveaux logements, est un atout précieux. Il permet en effet à la commune de se donner le temps de faire les choses et de réaliser son projet.

Pour conclure, la commune a su s'appuyer sur un ensemble de partenaires pour fusionner les expertises, trouver les bons outils et les financements dans l'objectif de renouveler son attractivité. ■

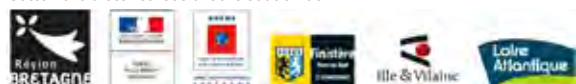


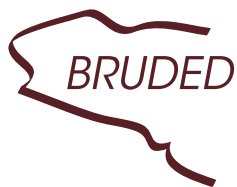
Maison des solidarités

CONTACT :

Jean-François Mary, maire / Tél : 02 99 71 91 09 / e-mail : mairie@allaire.info

Cette fiche a été réalisée avec le soutien de :





Bretagne rurale et urbaine
pour un développement
durable

Breizh ar maezloù ha maezkêrel
evit an diorren padus



► Saint-Jean-du-Doigt (29)

Dynamisme commercial, espaces publics et biodiversité redonnent vie au centre-bourg

La commune, lauréate à l'appel à projets régional centres-bourgs en 2017 sur le volet «travaux» a mis en œuvre des actions pour faire « redescendre » les habitants dans le bourg : création de cellules commerciales, amélioration des espaces publics, attractivité touristique et environnementale.

Saint-Jean-du-Doigt, 656 habitants, située au nord de Morlaix est une commune où il fait bon vivre. Rurale et littorale, elle bénéficie aussi d'une vie culturelle importante : école de peinture, festivals, maison des peintres... Très touristique, elle accueille des résidences secondaires, un camping et des espaces pour les camping-cars. Les commerces en centre-bourg répondent aux besoins : épicerie, bar, restaurant. La population permanente croît et l'école accueille 18 enfants en classe maternelle. Aussi, la municipalité choisit de préserver ces atouts et améliorer les aménagements existants.

➤ Lauréate à l'appel à projet «centres-bourgs»

En répondant à l'appel à projet régional en 2017, les élus mettaient en œuvre le projet de leur mandat. Les opérations présentent une mixité d'usages : commerce, tourisme, culture, biodiversité... « Cela nous a permis de réaliser un ensemble de projets qu'il aurait été difficile d'accomplir autrement » précise Maryse Tocquer, maire.

➤ Des garages transformés en commerces

Le soutien aux commerces est une volonté politique forte de la commune qui a acquis et rénové plusieurs locaux en cœur de bourg (bar-épicerie et restaurant). Elle est propriétaire d'un bâtiment qu'elle loue à Armorique habitat qui y gère cinq logements sociaux à l'étage



Les nouveaux espaces commerciaux en cœur de bourg

et cinq garages de stockage au rez-de-chaussée. C'est dans ces derniers que la commune envisage dès 2015 de créer des cellules commerciales. En effet, des professionnelles actives sur la commune sont demandeuses d'avoir des locaux avec pignon sur rue : une couturière qui occupe provisoirement une salle communale au-dessus de la mairie ainsi qu'une coiffeuse et une esthéticienne qui travaillent à domicile et souhaiteraient ouvrir un salon.

En 2016, la commune sollicite le CAUE 29 pour réaliser un schéma d'intentions dans le cadre d'une étude architecturale exploratoire pour la rénovation des garages. Les préconisations sont de les transformer en deux cellules commerciales et une cellule de stockage avec un souhait d'intégration architecturale (l'accord de l'architecte des bâti-

Les Budgets



Garages / commerces > 95K€ HT

Architecte/études	14 700 €
Travaux	80 000 €
DETR.....	19 205 € 20%
FSIL.....	29 375 € 31%
Région	15 436 € 16%
Commune.....	30 684 € 32%

Espaces publics > 254 K€ HT

Architectes/études.....	24 025 €
Travaux (2 tranches)	230 000 €
DETR	53 707 € 21%
Région	50 989 € 20%
Département	60 000 € 24%
Morlaix co.....	26 000 € 10%
Commune.....	63 329 € 25%

ments de France est nécessaire au vu de la proximité de l'enclos et de l'église classée), avec des matériaux de qualité (bois, biosourcés, etc.). Il s'agit de favoriser la flexibilité des lieux, créer une devanture en place des portes de garage, en y intégrant une signalétique sobre et de créer un espace piéton devant les échoppes.

La mairie effectue ensuite la transaction avec Armorique Habitat à hauteur de 20K€ en dédommagement du manque à gagner du bail emphytéotique que détenait le bailleur jusqu'en 2049.

Les travaux réalisés en 2017-18. Les études de conception sont alors confiées à Manuel Henry, architecte brestois. La conception s'est faite à l'écoute des besoins des futurs commerçantes : la coiffeuse et l'esthéticienne pour une cellule et la couturière dans l'autre. Si les matériaux choisis ne sont pas biosourcés au final, ils demeurent qualitatifs, au vu des exigences de l'ABF (huisseries en aluminium coloré, par ex.). Le système de chauffage et l'isolation ont été refaits et le mobilier acquis.

Le fonctionnement. Aujourd'hui, les cellules de 27 et 28 m² sont louées à 80€/mois hors charges. Le troisième garage (13 m²) aménagé sert de lieu de stockage pour le restaurant voisin.

“ Le pari de transformer des garages en commerces n'était pas gagné d'avance : c'est une action vertueuse qui a contribué fortement à redynamiser la vie en cœur de bourg ”



Maryse Tocquer, maire

➤ Améliorer les espaces publics

Voies apaisées et espaces piétons.

L'autre approche de redynamisation se situe dans le réaménagement des espaces publics conçus par le cabinet Léopold à Morlaix en lien avec Jacques Querelou, paysagiste et ATouest, géomètres. La première tranche avait consisté à travailler l'apaisement aux entrées de bourgs. « Si ces aménagements (chicanes, fleurissement et radars pédagogiques) n'ont pas toujours été bien acceptés au départ, aujourd'hui, on constate qu'ils sont efficaces : l'image de la commune s'est améliorée, les retours sont très positifs » précise Maryse Tocquer.

La seconde tranche mise en œuvre en 2018-19 permet l'embellissement de la place de la mairie et de ses abords ainsi que la sécurisation de l'entrée de l'école. Les bordures des maisons autour de la place sont en cours d'être pavées et fleuries et un platelage bois entourera le tilleul.

La commune espère ainsi obtenir sa seconde fleur au label village fleuri.

Un sentier d'interprétation « découverte du village ». Le sentier va du bourg jusqu'à la mer et fera état du Saint Jean « d'autrefois » : son patrimoine culturel et historique à partir de l'enclos paroissial classé, mise en avant les moulins, lavandières, peintres, tourisme balnéaire... Il verra le jour d'ici 2020 et contribuera à raconter l'histoire et le patrimoine de la commune tout en valorisant les voies douces existantes.

➤ Biodiversité et espaces naturels

Atlas de la biodiversité. Ce travail est actuellement mené avec le CPIE /Ulamir de Lanmeur. Des étudiants ont fait un premier travail qui se poursuit par la réalisation d'un atlas dont la vocation principale est celle de sensibiliser les habitants sur leur patrimoine naturel afin de le valoriser. Les habitants ont été associés largement à ce travail.

Accueil touristique. La commune très touristique du fait de sa situation littorale choisit d'améliorer l'accueil : des toilettes sèches municipales seront construites près de l'aire de stationnement littorale (20K€/ Sté Ty coinvert à Ploeren/56), des tables de pique-nique seront installées et les espaces de stationnement retravaillés pour faciliter la circulation piétonne. Un terrain en centre-bourg qui sert actuellement de lieu de stockage de terre sera réaménagé en espace de stationnement « terres-pierres » ainsi qu'un verger.

Finalement, la municipalité travaille actuellement avec le CAUE 29 pour créer des logements pour personnes âgées à proximité des commerces sur un terrain qu'elle vient d'acquérir. De quoi conforter les actions déjà engagées. ■



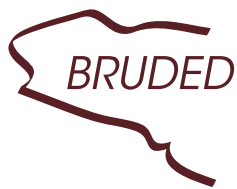
Place de la Mairie et son beau tilleul

CONTACT :

Maryse Tocquer, maire et René Le Tallec, adjoint - Marion Lainé, secrétaire de mairie - 02 98 67 37 07 - mairie@saintjeandudoigt.fr

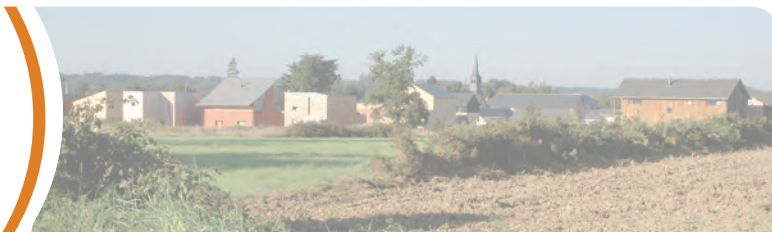
Cette fiche a été réalisée avec le soutien de :





Bretagne rurale et urbaine
pour un développement
durable

Breizh ar maezloù ha maezkérel
evit an diorren padus



► Louvigné-du-désert (35)

La culture et les projets européens au coeur de la démarche de revitalisation

La ville a lancé dès 2014 une politique globale de redynamisation de son centre-bourg, appuyée par l'appel à manifestation national puis les appels à projets régionaux et départementaux. Autre force : sa capacité à s'inscrire dans des projets européens d'envergure, notamment culturels...

Situé dans la communauté d'agglomération de Fougères, à la frontière de la Manche et de la Mayenne, ce chef lieu de canton a connu un fort développement du 18ème, au 20ème siècle notamment autour de ses carrières de granit et de l'industrie textile. Il a connu jusqu'à 4400 habitants en 1982 contre un peu plus de 3400 aujourd'hui. La commune compte encore sur une réelle dynamique commerciale et associative avec une quinzaine de commerces alimentaires et plus d'une trentaine d'associations locales « *qu'il nous appartient de soutenir* » estime Jean-Pierre OGER, maire.

➤ L'AMI national

« Dans le mandat 2008-2014, notre équipe s'était surtout attachée à porter la création de notre centre culturel. A l'issue de ce premier mandat, on ressentait le besoin de prendre du recul, pour éviter d'enchaîner les projets au coup par coup, sans réflexion globale. Notre candidature à l'appel à manifestation d'intérêt national sur les centres-bourgs, en lien avec Louvigné communauté (et ensuite par Fougères agglomération suite à la fusion en 2017), a été un véritable révélateur » estime le maire. L'étude globale, menée par 4 cabinets complémentaires « nous a permis d'analyser des approches et des domaines que l'on n'avait jamais croisés : le logement, le commerce, les services, les aménagements... ».



La relocalisation du marché sur la place du centre a été appuyée par un programme d'animations. Ici, la Cie A l'envers avec leur fameux «pasta y basta», projet participatif de cuisine avec les habitants.

Celle-ci a été conduite de manière participative, en associant les élus, les agents et les habitants. « Elle nous a permis de préparer des projets, sans forcément les moyens de les réaliser immédiatement. Mais dès qu'un appel à projet sort, nous avons toujours un projet sous le coude prêt à être engagé » explique l' élu.

➤ Une ingénierie forte

Pour porter une telle démarche, il faut du monde : le maire et les adjoints « mais aussi des agents qui ont une réelle capacité de pilotage de projet ». La commune dispose d'une ingénierie tricéphale et très complémentaire : un chargé de mission sur les projets européens, également directeur du centre culturel, « qui porte les projets d'attractivité

La culture au coeur de la démarche



La ville de Louvigné a décidé de placer la culture et la participation des habitants au coeur de sa démarche de revitalisation. Rare commune de cette taille à s'être dotée d'un centre culturel, la commune multiplie les projets participatifs, les animations, les résidences d'artistes pour contribuer à dynamiser la vie sociale de la commune. ■

de la commune », une chargée de mission de Fougères agglomération « qui nous accompagne sur les différents volets », et le DGS qui « pilote les dossiers administratifs et financiers ». Le tout, en lien avec de nombreux partenaires, notamment l'agence départementale et l'Etablissement public foncier.

Le « plus » européen

Une des forces de Louvigné, réside dans sa capacité à répondre à des projets européens. Nous sommes en 2009. A l'époque, les archives du conseil départemental souhaitent valoriser les archives données par la coopérative granitière L'Avenir et formalisent un partenariat avec Louvigné. Lauréats du projet européen SHARE, qui a pour objectif la sauvegarde de la culture et du patrimoine rural comme facteur de développement économique et de cohésion sociale, les deux partenaires embauchent un chargé de mission, Guillaume Foucault. En découlera en 2012, non seulement une exposition mais également un ouvrage, un symposium de sculpteurs sur granit, des parcours de randonnée... Convaincue de la dynamique générée, la municipalité prolonge le contrat du chargé de mission. S'en suivront trois autres participations à des projets européens : GoTrade,

“ Il est important de s'arrêter pour prendre le temps de voir les choses dans leur globalité et de s'appuyer sur des agents qui ont une réelle capacité de pilotage de projets. ”



Jean-Pierre OGER
maire

autour de la dynamisation des marchés locaux, SuNSE, sur le soutien à l'entrepreneuriat social et solidaire et Trail gazers sur la valorisation des sentiers de randonnées. « Les appels à projet nous apportent de l'investissement et les projets européens de l'aide au fonctionnement » conforte François Vezie, adjoint.

Ca avance !

Des projets ont déjà aboutis. Ils illustrent bien le caractère transversal de la démarche :

- « la Maison commune » : la commune, dotée d'un CFA, a réhabilité un bâtiment patrimonial, pour accueillir des jeunes (apprentis, stagiaires...) sur des besoins en logement de courte durée ; elle peut également y loger des artistes en résidence dans le centre-culturel.
- le réaménagement de deux rues et de la place du centre (pavage,

zone 20, mise en accessibilité) et la végétalisation de venelles en lien avec les habitants. « Il est important de faire travailler la population sur des projets concrets, qui aboutissent rapidement, pour éviter un essoufflement de leur implication » appuie le maire.

- la relocalisation du marché hebdomadaire sur la place du centre : pour le dynamiser, la municipalité s'appuie sur un programme d'animations, inscrit dans son projet européen GoTrade. « Le volet culturel et l'identité sont souvent oubliés dans les stratégies de revitalisation. A Louvigné nous avons décidé de les inscrire comme des axes forts de notre démarche ». Résultat : « les gens viennent plus nombreux et restent plus longtemps sur le marché » constate Guillaume Foucault.

- la Maison de santé : « nous venons de trouver notre deuxième médecin, qui sera salarié par l'hôpital de Fougères » se réjouit le maire...

Et bientôt...

D'autres projets sont sur le point d'être finalisés : la réhabilitation du presbytère en logements seniors (livraison en juin 2020) avec une future extension dans les jardins pour réaliser sept T2/T3 supplémentaires avec un bailleur, la rénovation de deux commerces pour en faire « des boutiques à l'essai » en lien avec Fougères agglomération, la publication d'un guide des commerçants et artisans du pays de Louvigné...

D'autres sont en devenir comme la Villa numérique « pour laquelle nous allons lancer une étude de faisabilité ». ■



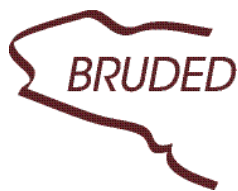
La réhabilitation de la « maison commune » permet de répondre à une demande de logements pour les jeunes

CONTACT :

Jean-Pierre OGER, maire et Damien RENAULT, DGS / Tél. : 02 99 98 57 81 / dgs@louvignedudesert.org

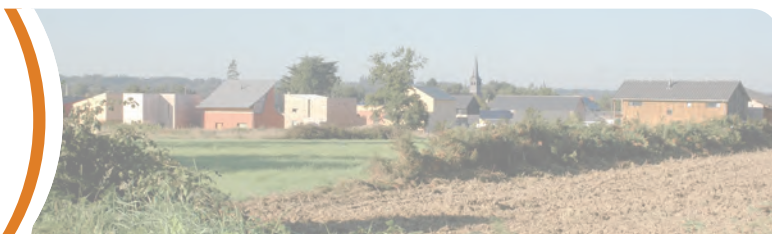
Cette fiche a été réalisée avec le soutien de :





Bretagne rurale et urbaine
pour un développement
durable

Breizh ar maezloù ha maezkérel
evit an diorren padus



► Louvigné-du-désert (35)

La Maison commune : accueillir des jeunes pour des besoins de location de courte durée

La ville qui héberge un CFA, a réhabilité un bâtiment patrimonial, pour répondre à des besoins en logement de courte durée : apprentis, stagiaires ou artistes en résidence dans son centre-culturel.

Situé dans la communauté d'agglomération de Fougères, à la frontière de la Manche et de la Mayenne, Louvigné a connu un fort développement du 18^{ème}, au 20^{ème} siècle notamment autour de ses carrières de granit et de l'industrie textile. La ville a connu jusqu'à 4400 habitants en 1982 contre un peu plus de 3400 aujourd'hui. Elle compte encore sur une réelle dynamique commerciale et associative avec une quinzaine de commerces alimentaires et une cinquantaine d'associations locales. Elle héberge par ailleurs le CFA de l'UNICEM, centre de formation pour apprentis de l'union nationale des industries de carrières et matériaux de construction, qui forme notamment aux métiers de la pierre.

➤ La 1^{ère} pierre d'une démarche globale

En 2013, Louvigné communauté avait mené une approche environnementale des opérations d'urbanisme (AEU) qui préconisait « la requalification de l'espace public en centre-bourg pour remettre l'animation et l'échange entre les habitants et les usagers au cœur des centralités ». Le projet de 'La Maison Commune' s'est développé dans cette intention. « Il s'inscrit dans un ensemble immobilier dont une part avait déjà été restauré dans les années 2000 après avoir été acquis à une congrégation de religieuses dans les années 70 » explique Jean-



La réhabilitation de la « maison commune » permet de répondre à une demande de logements temporaires pour les jeunes apprentis et stagiaires

Pierre Oger, maire. L'ensemble regroupe sur un même espace : la Maison du Canton-centre social, des locaux de la Communauté de communes et la médiathèque-ludothèque. Restait un bâti ancien « fortement dégradé » et un préau « qui était utilisé comme parking avec une toiture en fibrociment », face à un espace public sans réelle fonction. Initié en 2015, le projet est concomitant de la réponse à l'appel à manifestation national, pour laquelle la commune sera lauréate.

➤ Un soutien européen

La faisabilité financière est confortée par le projet européen SHARE, pour laquelle la commune a été retenue - en lien avec le Département - et qui vise à la sauvegarde de la culture et du patrimoine rural

Des expositions régulières



La Maison commune accueille régulièrement des expositions d'artistes en résidence. Ceux-ci peuvent loger sur place. Elle est une forme de relais et d'ouverture vers l'extérieur des activités du centre culturel Jovence et de l'association Histoire et patrimoine de Louvigné. ■

comme facteur de développement économique et de cohésion sociale. « La commune avait intégré dans le projet la réhabilitation de préaux en centre-bourg avec l'idée d'un espace dédié à la valorisation du patrimoine granitique ». De fait, au rez-de-chaussée du bâtiment, la municipalité décide de réaliser une salle d'exposition et un atelier, le tout relié par le préau entièrement restauré. « Nous accueillons deux à trois fois par an des expositions d'artistes contemporains : photographies, peintures, installations... notamment dans le cadre d'un partenariat avec l'association rennaise 40 m³. Nous avons installé une forge sous le préau ; il accueille des animations liées au patrimoine » complète François Vezie, adjoint. Le parvis a été refait en granit, avec des pierres récupérées par les services techniques sur d'anciens ronds-points.

➤ Répondre aux besoins de logements temporaires

Avant de se lancer dans le projet, la municipalité contacte le CFA : « il révélait que nombre d'apprentis ne trouvaient pas de logement sur Louvigné et se reportaient sur Fougères » se rappelle le maire. Elle regarde également le nombre de logements en location de courte durée et ne dénombre « que deux gîtes ». La commune écrit par ail-

“

Le but n'était pas de faire de la rentabilité mais de rénover un bâti patrimonial et de permettre à des jeunes de s'installer sur place

”

Jean-Pierre OGER
maire



Louvigné ©

leurs aux entreprises qui manifestent également leur intérêt pour des logements leur permettant de faciliter l'accueil de stagiaires. Ce constat conforte le besoin en logements temporaires, à loyer modéré et l'intérêt du projet. Les soutiens de la Région et du département confortent la faisabilité du projet.

➤ L'esprit 'colocation'

Le projet comprend 5 logements meublés de 12 à 20 m² : deux logements par étage ainsi qu'un logement accessible aux personnes à mobilité réduite au RDC. Chacun comprend une chambre et une salle de bain individuelle. La location donne par ailleurs accès à une salle commune, « dans un esprit de colocation », où l'on peut cuisiner et partager un repas. La salle est également utilisée ponctuellement par des associations....

➤ Une gestion communale

A la différence des autres logements communaux qui sont gérés par l'agent en charge de l'accueil et du CCAS, ces logements sont gérés par un agent du centre culturel : « C'est eux qui ont piloté le projet et cela permet de faire le lien avec les artistes en résidence et la dimension culturelle de l'espace » indique Damien Renault, DGS. Le loyer est de 50€/semaine ; 150€ pour un mois entier, eau et électricité comprises. La durée est en principe limitée à 3 mois, « mais des arrangements sont possibles ». Quoiqu'il en soit, « le but n'était pas de faire de la rentabilité mais de rénover un bâti patrimonial et de permettre à des jeunes de s'installer sur place » précise Jean-Pierre Oger. Pari gagné puisque « les logements sont très fréquemment loués ». La municipalité avait par ailleurs pris le soin d'installer des compteurs individuels dans le cas où le projet serait amené à évoluer et envisagé d'accueillir des randonneurs l'été pour occuper les logements le cas échéant. La satisfaction est telle que la municipalité envisage de réaliser d'autres logements de ce type dans le bourg. ■

➤ Le Budget

Dépenses HT	
Maitrise d'oeuvre	36 145 €
Travaux	482 407 €

Recettes HT	
Région (contrat de partenariat)	150 000 €
CD35 (appel à projet)	68 700 €
CD35 (Fonds de soutien)	54 242 €
Autofinancement	245 610 €
TOTAL	518 552 €



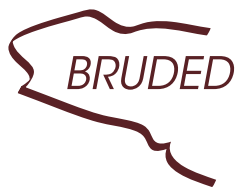
Les 5 chambres meublées ont accès à une salle commune pour les repas

CONTACT :

Jean-Pierre OGER, maire et Damien RENAULT, DGS / Tél. : 02 99 98 57 81 / dgs@louvignedudesert.org

Cette fiche a été réalisée avec le soutien de :





Bretagne rurale et urbaine
pour un développement
durable

Breizh ar maezloù ha maezkêrel
evit an diorren padus



► Bouvron (44)

Un tiers-lieu qui se construit avec les habitants et les associations

En 2018, la commune lance le projet d'un tiers-lieu « circuit court » du partage et des échanges. L'objectif est de disposer d'un espace commun fédérateur, partagé quotidiennement, pour se rencontrer, échanger des services, des « recettes », des envies, à tout âge et sur tout sujet.

Bouvron, située entre les agglomérations de Blain et Savenay en Loire-Atlantique, est une commune rurale dynamique qui compte plus de 3 000 habitants. Elle travaille depuis plusieurs années sur le « Bouvron de demain ». Parmi les projets, l'idée de créer un tiers-lieu au sein de la bibliothèque fait son chemin pour l'inscrire dans un ensemble plus ouvert.

↗ Un tiers-lieu, c'est quoi ?

Il n'existe pas de tiers-lieu type, hébergé dans un lieu type. Chaque territoire en fait un espace singulier, à son image. Au lancement de la démarche, la commune a caractérisé le tiers-lieu à travers 3 mots clés.

Des rencontres : le « tiers-lieu » est destiné à être un espace de rencontres, physiques ou virtuels, entre personnes qui n'ont pas forcément vocation à se croiser naturellement.

Des projets : le but est de faire émerger des projets collectifs matériels ou immatériels mettant les membres dans la situation de créer et de développer ensemble.

De l'animation : c'est un lieu vivant, animé, à la fois force de propositions, accompagnateur et/ou révélateur de capacités et de talents.

↗ Le tiers-lieu comme levier de dynamique communale

La baisse d'activité de la bibliothèque est l'élément déclencheur de



Atelier participatif du projet Tiers-lieu

ce projet. Les élus municipaux constatent : « la bibliothèque est vitale pour la commune, nous voulons absolument la maintenir et éviter son transfert à Blain ». Il faut repenser son fonctionnement. Dans ce contexte, la commune initie la démarche.

La bibliothèque est donc au cœur du projet : le tiers-lieu doit intégrer son évolution comme « un vrai lieu d'interconnaissance, d'échanges de savoir-faire, d'ateliers », indique Emmanuel Van Brackel, conseiller délégué pour porter le projet. « C'est une autre façon de faire du lien social. Je peux proposer une activité de cuisine et participer à d'autres ateliers de jardinage, couture... L'idée est de valoriser les savoir-faire de chacun dans une démarche collaborative ».

Corinne Ronsin, adjointe à la communication, complète : « la vie associative s'essouffle un peu, c'est une manière de soutenir la vie locale ».

Ce tiers-lieu concernera tous les publics, il sera collaboratif et constructif.

Quelques préconisations

- Communiquer beaucoup auprès des habitants, en amont du projet pour les informer et les inviter à s'impliquer, et au cours du projet pour maintenir une dynamique
- Veiller à l'implication de plusieurs élus de la commune pour porter le projet et non un seul
- Mettre en oeuvre rapidement les premières actions pour faire vivre le projet ■

➤ La démarche participative au cœur du processus

Le tiers-lieu sera bâti par et pour les habitants. La commune veut s'appuyer sur l'intelligence collective.

Pour orchestrer le projet, la municipalité fait appel à l'agence nantaise Retiss, spécialisée dans la mise en place de tiers-lieu, pour la réalisation du diagnostic et l'animation destinée à l'implication citoyenne.

Quatre ateliers participatifs et une réunion publique se tiennent en 2018 pour poser les contours de ce que pourrait être ce tiers-lieu en termes de valeurs partagées, de gouvernance, d'usages, de services proposés. Pour inviter les habitants à s'impliquer dans le projet, la commune a déposé dans toutes les boîtes aux lettres un flyer de présentation et a communiqué via le bulletin municipal.

Chaque atelier réunit entre 30 et 40 personnes. L'idée forte, exprimée par les bouvronnais est d'inventer un lieu fédérateur, un outil connecteur, produisant une communauté active.

➤ Des idées à la concrétisation, quel chemin ?

À l'issue de cette première phase, pour faciliter la mise en œuvre du projet, le recrutement d'un

“ Co-construire le projet avec les habitants a permis des rencontres entre des personnes qui n'avaient pas l'habitude de réfléchir ensemble : cette communauté ainsi créée fait pleinement vivre la démocratie au travers de prises de décision collectives ”



Emmanuel Van Brackel

animateur du tiers-lieu est décidé. Des habitants participent à la rédaction de la fiche de poste et à l'entretien d'embauche. Le 1er avril 2019, Adeline Mutel prend ses fonctions.

En parallèle, 3 commissions sont lancées. La **commission Statut** est chargée de définir et rédiger le statut du tiers-lieu, qui sera commun à la bibliothèque. Elle doit aussi réfléchir au mode de gouvernance, souhaité collectif, et à la manière dont seront prises les décisions. La **commission Aménagement** doit finaliser les futurs plans du tiers-lieu, en tenant compte de l'espace nécessaire aux livres puis mettre en œuvre cet aménagement : récupérer des meubles/matériels puis prévoir un week-end dédié à l'aménagement, avec la participation des habitants. La **commission Premières Actions** doit proposer des premières activités notamment autour de



Bibliothèque et futur tiers-lieu

l'aménagement.

Composées d'élus, d'associations, d'habitants, elles sont gérées de façon autonome. Leurs réflexions s'appuient sur les idées qui ont émané des ateliers.

➤ Les contours de son fonctionnement

Bien qu'à l'initiative du projet et assurant son financement, la commune n'a pas vocation à prendre les décisions. Elle est présente pour aiguiller, faciliter sa mise en œuvre et en être le garde-fou.

Les habitants sont au cœur du fonctionnement du tiers-lieu. Ils ont l'initiative des activités et de leur animation, préalablement validées par la commission Actions. L'implication des habitants est capitale pour maintenir la dynamique et faire vivre le lieu.

Ils bénéficient du soutien d'Adeline Mutel, qui consacre 2/3 de son temps au tiers-lieu et 1/3 à la bibliothèque. « Mon rôle est d'accompagner les bénévoles, d'être facilitatrice, sans toutefois décider à leur place » s'exprime Adeline. Elle assure aussi la communication (très importante), contacte les partenaires, coordonne le projet.

Et maintenant? Le tiers-lieu est au début de son histoire. Les usages, les activités, les espaces, la gouvernance restent encore à définir pour créer un lieu fabuleux. ■

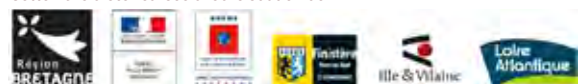


Une des 3 propositions d'aménagement soumise au vote

CONTACT :

Emmanuel Van Brackel, conseiller municipal / Adeline Mutel, animatrice
Tél : 02 40 56 32 18 / e-mail : tiers-lieu@mairie-bouvron.fr

Cette fiche a été réalisée avec le soutien de :



Ces neuf découvertes ont présenté un ensemble de projets répondant aux différentes dimensions du développement durable, abordés, autant que faire se peut, de manière globale pour redonner du sens aux cœurs de bourgs.

Sur le plan des chiffres, les visites ont accueilli 179 personnes, dont une centaine d'élus venus d'une soixantaine de communes différentes, adhérentes ou non au réseau. Ce cycle de visites était ouvert à toutes les communes (élus et services) des cinq départements que couvre le réseau ainsi que les partenaires et toute personne s'intéressant aux affaires des collectivités, en vue de se présenter aux prochaines élections. C'est ainsi qu'entre 20 et 30 personnes sont venues pour mieux comprendre la manière dont les élus portent et mènent des projets de revitalisation.

BRUDED : « les élus parlent aux élus »

BRUDED est un réseau d'échanges d'expériences comptant aujourd'hui plus de 170 collectivités sur la Bretagne et la Loire-Atlantique. Au sein du réseau, des élus « qui ont fait » témoignent de leurs expériences à des élus « qui veulent faire » pour leur permettre d'avancer plus vite et plus loin dans leurs réalisations. Pour faciliter ces échanges d'expériences, les chargés de développement répartis sur le territoire organisent régulièrement des visites de réalisations, des rencontres et accompagnent les collectivités dans la mise en œuvre de leurs projets.

En adhérant à BRUDED, les élus bénéficient d'un accompagnement par les chargés de mission tout au long de leurs projets pour leur apporter un regard transversal s'appuyant sur les expériences des adhérents du réseau.

Contact : BRUDED - 19 rue des chênes - 35630 Langouët
Tél : 02 99 69 95 47 / contact@bruded.org - www.bruded.fr



BRUDED est soutenu par :

